

LES DIPLOMATES

**DERRIÈRE LA FAÇADE
DES AMBASSADES DE FRANCE**

Du même auteur

Le nouveau milieu. Parrains et grand banditisme en France, collection « Enquêtes », Fayard, 1992.

Joël Le Tac, le Breton de Montmartre, éditions Ouest-France, 1994.

Suivi éditorial : Sabine Sportouch et Charlotte Maréchal (pour l'index)
Corrections : Catherine Garnier
Maquette : Annie Aslanian

© Nouveau Monde éditions, 2010
ISBN : 978-2-84736-518-4
Dépôt légal : juin 2010
N° d'impression : 129657
Imprimé en France par Corlet

Franck Renaud

LES DIPLOMATES

DERRIÈRE LA FAÇADE
DES AMBASSADES DE FRANCE

nouveau monde éditions

Extrait de la publication

COLLECTION « LES ENQUÊTEURS ASSOCIÉS »

Les Enquêteurs Associés : Des spécialistes de l'investigation, journalistes ou écrivains, qui privilégient le travail de terrain et revendiquent l'indépendance d'esprit, la liberté du ton et la finesse de la plume.

Leur ambition ? Mener par la voie du livre les enquêtes prolongées que les médias écrits traditionnels ne peuvent assurer faute de temps ou de moyens, et qu'Internet ne permet pas faute de recul.

Les Enquêteurs Associés : Une collection dirigée par Roger Faligot et Rémi Kauffer, auteurs, ensemble ou séparément, d'une trentaine d'ouvrages d'enquête.

Chez Nouveau Monde éditions, Roger Faligot a publié *Les services secrets chinois, de Mao aux JO*. Il a également codirigé avec Jean Guisnel *L'histoire secrète de la V^e République* (La Découverte). Rémi Kauffer est membre du comité éditorial du magazine *Historia*.

Pour ma (grande) famille franco-vietnamienne, en particulier Huong, Léo et Cannelle, qui ont su accompagner ce long cheminement qu'est l'écriture.

À la mémoire de Rodolphe, complice nantais et journaliste mal élevé, qui n'hésitait pas à mettre les pieds dans le plat.

Introduction

Le « coup de boule » de l'ambassadeur

Ce devait être un déjeuner comme tant d'autres, un de ces rendez-vous autour d'une table qui ponctuent la vie professionnelle et sociale des diplomates : une invitation à la résidence de l'ambassadeur de France au Vietnam, Hervé Bolot. En ce jeudi 13 décembre 2007, l'ambassadeur et son épouse, Marie-Charlotte, reçoivent la secrétaire générale d'une des « grandes dames » de la recherche française, l'École française d'Extrême-Orient (EFEO). Un établissement centenaire dédié à l'étude des civilisations asiatiques. Dix-huit mois après avoir pris son poste, M^{me} Valérie Liger-Belair effectue sa première mission dans les centres de l'EFEO de Vientiane, au Laos, et de Hanoi. Une escale historique que celle de la capitale vietnamienne où fut installé, en 1902, le siège de l'EFEO.

À la résidence, une discrète villa couleur crème à deux pas des bureaux de l'ambassade, M^{me} Marie-Charlotte Bolot assure l'accueil des invités. Ils patientent dans le salon avec un apéritif, alors que l'automne – la plus douce des saisons sur le nord du Vietnam – joue les prolongations. Le responsable du centre de l'EFEO à Hanoi, Andrew Hardy, est accompagné de deux autres chercheurs, deux « vieux routiers » du Vietnam installés depuis de longues années dans le pays : un historien, Philippe Le Failler, et un anthropologue, Olivier Tessier.

Une docte assemblée au sein de laquelle Hervé Bolot, dès qu'il la rejoindra, ne dépareillera pas. Né à Casablanca au Maroc en

1945, fils d'un chirurgien, l'ambassadeur est titulaire d'un doctorat en géographie. Il a commencé par enseigner à l'étranger, à l'Institut d'études françaises d'Ankara en Turquie, avant d'embrasser la carrière diplomatique, la trentaine venue, en passant le concours de secrétaire adjoint des Affaires étrangères – en toute modestie, sa biographie précise qu'il termine lauréat de ce concours relevé.

Autour de la table basse du salon, l'ambassadrice et ses hôtes échangent les conversations d'usage depuis une dizaine de minutes... jusqu'à l'irruption d'Hervé Bolot, le nœud papillon toujours impeccablement noué et digne, mais l'air énervé, visage fermé. Les invités se lèvent. Il salue rapidement la secrétaire générale de l'EFEO et se plante devant Olivier Tessier. Le diplomate, amateur d'orgue et de flûte, joue alors une drôle de partition et s'enflamme :

– Vous, vous osez vous présenter sous mon toit¹!? Votre présence m'insulte!

L'assistance reste interloquée par cette entrée en matière. « La femme de l'ambassadeur n'en menait pas large », se souvient un des invités. Le chercheur de l'EFEO, titularisé quelques mois plus tôt au sein de l'institution, ne se démonte pas :

– Vous m'avez invité.

Hervé Bolot se lance alors dans un remake inédit de la finale de la Coupe du monde de football qui a opposé le 9 juillet 2006 l'Italie à la France. Il endosse le maillot de Zinédine Zidane et se propulse à la 107^e minute, celle qui voit le numéro 10 français asséner un coup de tête au thorax de Marco Materazzi, le joueur italien.

1. Rappelons que la résidence et le personnel mis à disposition des ambassadeurs et de leur famille sont entretenus par la République. La gratuité du logement, considéré comme un outil de travail, constitue en quelque sorte la contrepartie des missions de représentation des ambassadeurs, dont les invitations à déjeuner, dîner, etc.

Introduction

– Ne dites pas ça! Vous, Tessier, je vais vous mettre un coup de boule! Je vais vous mettre un coup de boule!

La secrétaire générale de l'EFEO demeure pétrifiée. Hervé Bolot en reste aux paroles et se retourne. Direction la salle à manger, à l'entrée de laquelle un serveur muni d'un plan de table indique à chacun sa place. Le déjeuner se déroule dans une ambiance glaciale. Au moment de quitter la résidence, Olivier Tessier s'adresse en tête à tête à l'ambassadeur :

– Je pense qu'il n'était pas nécessaire de m'insulter devant votre épouse et mes collègues de l'EFEO.

Le représentant de la France prend de nouveau la mouche :

– C'est vous qui m'insultez en venant sous mon toit! Ça va mal se terminer. Vous êtes fonctionnaire et vous ne pouvez pas continuer ce double jeu!

Il suffit donc de quelques paroles pour rallumer la colère du ministre plénipotentiaire et que le ton se fasse menaçant. « Double jeu »? Olivier Tessier a un tort aux yeux du diplomate. Il préside l'association des parents d'élèves qui gère le lycée français de Hanoi¹. Cet établissement ne dispose d'aucun statut légal au Vietnam et fonctionne depuis plus de dix ans sous couvert de l'ambassade de France. Les autorités vietnamiennes ont demandé que le lycée régularise sa situation.

En provenance de Bucarest, où il représentait la France en Roumanie jusqu'à l'été 2007, Hervé Bolot se fait fort de régler

1. La France peut se targuer du premier réseau d'enseignement à l'étranger : 461 établissements implantés dans 130 pays sont homologués par le ministère de l'Éducation nationale. Ils accueillent plus de 250 000 élèves – dont 100 000 Français – de la maternelle au lycée. Si 77 de ces établissements sont directement gérés par l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE, placée sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères et européennes) et que 166 autres ont passé une convention avec cet établissement public, la gestion des « écoles françaises » demeure souvent confiée à une association de parents. Ces parents restent des bénévoles qui consacrent une partie de leur temps libre à cette gestion. (Source : *Rapport d'activité 2008-2009 de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger*)

ce dossier. Alors que l'association des parents d'élèves demande que toutes les options soient examinées pour se mettre en conformité avec le droit vietnamien, l'ambassadeur milite activement pour que la gestion de l'établissement soit confiée à l'État français. Les parents n'excluent pas cette hypothèse, mais ils souhaitent que des réponses soient apportées aux nombreuses questions que ce changement de statut soulève. Se saisissant de l'occasion qui lui est offerte avec ce déjeuner de pouvoir faire un sort au président de l'association des parents d'élèves, le diplomate répond à sa manière, osant le passage en force et l'intimidation. Il provoquera ainsi, dès le lendemain, la démission du président de l'association.

Au passage, Hervé Bolot a au moins gagné un surnom au sein de la communauté française de Hanoi : nombreux sont ceux qui, sourire en coin, l'appellent dès lors « Zizou », le diminutif de Zinédine Zidane. Mais si l'artiste du ballon rond a été sanctionné et expulsé après son coup de boule sur le défenseur italien, Hervé Bolot, lui – il est vrai qu'il n'est pas passé à l'acte –, a poursuivi sa carrière d'ambassadeur de France en République socialiste du Vietnam. Jusqu'à ce que sonne l'heure de la retraite¹.

Répétition générale au *Palacio do Governo*

L'Airbus assurant le vol MI296 de la compagnie Silk Air a décollé de Singapour vers 9 h 30 ce samedi 22 novembre 2008. Destination Dili, capitale de la République démocratique de Timor-Oriental. Le plus jeune pays du monde, officiellement indépendant depuis mai 2002, occupe la moitié de l'île de Timor,

1. Atteint par la limite d'âge, il a été admis à faire valoir ses droits à la retraite le 25 janvier 2010, au lendemain de son 65^e anniversaire.

Introduction

qui s'étire entre les îles d'une province de l'archipel indonésien et l'Australie.

À bord, Philippe Zeller, ambassadeur en Indonésie et au Timor-Oriental depuis quelques mois. Son troisième poste d'ambassadeur, après ceux d'ambassadeur itinérant délégué à l'environnement, puis de chef de mission en Hongrie.

Ce lauréat du concours général de géographie aurait pu rêver d'une route plus directe pour voler de Jakarta, où il vit, à Dili, mais l'escale de Singapour lui a été imposée par la liste noire européenne des compagnies aériennes : la compagnie indonésienne Merpati assure bien une liaison depuis Jakarta *via* Bali, mais comme elle figure en bonne place sur cette liste noire, pas question pour un fonctionnaire français en déplacement officiel de monter à bord d'un de ses appareils !

L'avion se pose sur la piste bordée par les eaux du détroit de Wetar après un peu moins de trois heures de vol. Des hélicoptères de la mission de l'ONU, qui maintient une force de police et de sécurité d'environ 1 600 hommes au Timor-Oriental, veillent à proximité de l'aérogare. Au pied de la passerelle, dans la touffeur d'un après-midi orageux, Philippe Zeller est accueilli par le chef du bureau de la coopération française, le seul et unique représentant de la France au Timor-Oriental. Un coopérant homme à tout faire qui doit aussi bien acheter ses crayons et rames de papier qu'inviter à dîner le président de la jeune république, le Dr José Ramos-Horta, prix Nobel de la paix en 1996.

Si Philippe Zeller a fait le voyage de Dili, c'est qu'une échéance politico-diplomatique de première importance l'attend, avec ceux de ses collègues européens qu'il a su motiver pour se déplacer jusqu'à cette capitale encore semée de ruines, stigmates de vingt-cinq années de luttes pour s'émanciper de l'occupation indonésienne et d'affrontements entre forces de la police et de l'armée timoraises en 2006. Dans deux jours, le lundi 24 novembre, la *Casa*

Europa sera inaugurée par le commissaire européen au développement et à l'aide humanitaire, le Belge Louis Michel, en visite officielle au Timor-Oriental. L'occasion d'avancer les pions de l'Europe – et de la France – dans un pays à peine plus étendu que la région Nord-Pas-de-Calais.

Le temps de déposer ses bagages à l'Hôtel Timor, l'ambassadeur souhaite faire un crochet par la *Casa Europa* où le bureau de la coopération française est installé depuis peu. La délégation de la commission européenne occupe une aile de cette ancienne caserne portugaise, puissance coloniale jusqu'à son retrait de l'île en 1975, située sur le front de mer et fraîchement repeinte d'ocre. Les coopérations espagnole et française louent des bureaux dans l'aile opposée. Des ouvriers y effectuent les ultimes travaux.

Une rue bitumée de neuf sépare la *Casa Europa* du palais du gouvernement, un bâtiment massif de deux niveaux au vaste jardin ouvert au public : chaque fin de semaine, la copie piratée d'un film est diffusée sur un écran géant tendu sur la façade. Une brise marine tente de se frayer un chemin dans la moiteur de la fin d'après-midi. « On s'approche ? » L'animation devant le *Palacio do Governo* attire Philippe Zeller. D'autant qu'il identifie là-bas au loin le collier de barbe blanche du Premier ministre, Xanana Gusmao, héros de la résistance et de l'indépendance pour les Timorais.

L'ambassadeur s'approche sans hésiter et salue le Premier ministre, entouré de plusieurs membres de son gouvernement. Xanana Gusmao lui présente la ministre des Finances, puis celui des Sports... Une bonne partie du gouvernement est sur le pont pour la répétition générale des festivités de la fête nationale¹, le

1. Le 28 novembre 1975, le Fretilin (Front révolutionnaire de Timor indépendant), auquel appartient Xanana Gusmao, profite du retrait portugais et proclame l'indépendance du Timor-Oriental. Dix jours plus tard, l'armée indonésienne envahit le territoire qui deviendra la 27^e province de la République d'Indonésie. Une répression terrible suit cette annexion.

Introduction

vendredi suivant. Dans une ambiance de kermesse, au rythme d'une musique entraînante, les enfants des écoles défilent.

Philippe Zeller ne veut surtout pas manquer cette occasion de discuter de manière informelle avec le chef du gouvernement, fut-ce au prix d'un fond sonore incitant plus à esquisser quelques pas de danse qu'aux confidences. Le diplomate et le politique se parlent ; c'est dans ces instants-là que des informations capitales peuvent être recueillies, qu'un dossier oublié peut avancer, une remarque sur un projet en cours surgir... Puis l'ancien chef de la guérilla se lève. Il échange quelques mots avec une jeune élève et se lance dans une danse avec elle alors que les services de sécurité gardent un œil sur la foule.

Cette première demi-journée à Dili est pleine de promesses pour l'ambassadeur de France. La journée du lendemain, le dimanche, sera consacrée à l'humanitaire et à la « communauté » française du Timor. En 4x4, empruntant des routes de terre défoncées et poussiéreuses dès que Dili s'éloigne, Philippe Zeller visite des projets menés par l'association Triangle génération humanitaire. Au Timor-Oriental, l'ONG lyonnaise, la ville où il est né, intervient dans l'approvisionnement en eau et l'installation d'infrastructures sanitaires pour des villages isolés ou des populations déplacées par les crises qui ont secoué le pays. Attentif, le diplomate prend le temps d'écouter, d'observer et de poser des questions.

Sur le chemin du retour, il demande si une halte en bord de mer gêne quelqu'un. Une pause baignade avant de réunir en soirée dans un restaurant de plage les Français du Timor. Une communauté d'à peine une vingtaine de ressortissants : des permanents de l'association Triangle, un expert en poste au ministère des Finances pour un programme de l'Union européenne, le directeur d'une société de restauration collective débarqué dans les bagages de l'ONU qui nourrit maintenant l'armée timoraise, deux policiers spécialistes de la protection rapprochée envoyés pour quelques

semaines à Dili pour former une unité de la police locale... Là encore, Philippe Zeller écoute et interroge, toujours disponible et aimable. Il note les difficultés rencontrées pour tel projet, relève la corruption exponentielle au sein de telle administration.

Depuis à peine trente-six heures au Timor-Oriental, il prend discrètement le pouls de ce jeune pays qui balbutie sur le chemin de la démocratie. Autant d'indications précieuses pour lui qui complètent les échanges avec ses collègues européens avant la journée du lendemain et la visite de Louis Michel, à l'agenda réglé comme du papier à musique. Rencontres officielles, cortège de berlines, discours, inauguration de la *Casa Europa*... La routine.

Un 14 juillet sous Coca-Cola

« La » réception de l'année, celle où se croisent les vieux routiers des cocktails de l'ambassadeur et les Français de l'étranger fraîchement installés dans le pays. Celle où le Français sevré par un exil dans un pays où seul le camembert au lait pasteurisé est toléré peut espérer enfin croquer un morceau de fromage au lait cru. Le 14 juillet, une réception guettée par la communauté française ; jour de fête nationale où la France doit faire étalage de son génie des arts de la table, de sa gastronomie et du savoir-faire de ses vigneron – sérieusement contesté ces dernières années par les vins du « Nouveau Monde ». Seulement, la guillotine des coupes budgétaires est passée par-là. Et l'année 2008 a marqué un vrai tournant pour ces réceptions organisées dans les ambassades et consulats généraux de par le vaste monde, largement ouvertes jusqu'alors à l'ensemble des Français. Une circulaire demande aux ambassadeurs et consuls généraux de faire un effort et de limiter les invitations aux seules « personnalités représentatives » de la communauté française.

Introduction

La révolte gronde, un vent de fronde se lève et ce sont des élus de l'UMP qui montent en première ligne. Le sénateur des Français établis hors de France Robert del Picchia écrit à Bernard Kouchner dès le 5 mai 2008 : « Si nous ne pouvons qu'approuver les mesures d'économies budgétaires dans le contexte actuel, le choix de la réception du 14 juillet pour les appliquer me paraît difficilement réalisable et pas du tout opportun. En effet, les chefs de postes auraient beaucoup de difficultés à sélectionner les personnes représentatives de la communauté française en étant certains de discriminer une grande partie de nos compatriotes et d'être fortement critiqués pour leurs choix. (...) Comment expliquer alors à ces compatriotes leur exclusion par les ambassadeurs et consuls généraux de la plus grande fête républicaine de l'année ? Priver les Français de l'étranger de la célébration de leur fête nationale serait incompréhensible et aurait un effet des plus désastreux¹. »

Un conseiller UMP de l'Assemblée des Français de l'étranger, Francis Nizet, élu de la circonscription couvrant la Chine et le Japon, renchérit dans une lettre de doléances au ministre des Affaires étrangères intitulée « Touchez pas à mon 14 juillet² ». Lisons-la : « (...) Qu'il faille réaliser des économies, y compris dans le cadre de notre action extérieure, dans le contexte budgétaire délicat qu'est celui de la France aujourd'hui, nul n'en conteste la nécessité. Mais le choix de toucher, pour de relatives menues économies, à cette célébration républicaine me paraît particulièrement mal venu. (...) Comment ces Français comprendraient-ils alors qu'on veuille les priver de leur unique rendez-vous annuel de convivialité et de communion républicaine ? Un bien sale coup donné en fait aux "Équipes France" à l'étranger. (...) Mais encore, à l'heure où la politique d'influence est

1. Lettre de Robert del Picchia à Bernard Kouchner, le 5 mai 2008.

2. Lettre de Francis Nizet à Bernard Kouchner, le 6 mai 2008, consultable sur le site de Francis Nizet, <http://nizet-afe.typepad.fr>.

le bon mot de notre diplomatie, il serait un peu décalé de démontrer à nos partenaires et amis de tout pays, dont les élites très francophiles sont toujours les hôtes de cette réception, que le pays de la trilogie Liberté, Égalité, Fraternité n'a plus les moyens de fêter cette journée de la Liberté en toute Égalité et Fraternité! Notre pays peine déjà, faute de moyens et en de nombreux endroits, à maintenir ou à construire ses ambassades et ses écoles et nous n'aurions donc même plus aux yeux de nos partenaires le loisir de fêter la République une fois l'an! France Éternelle, qu'es-tu donc devenue? »

L'Élu digère d'autant plus mal les « personnalités représentatives » que l'ambassade de France en Chine assure déjà un *distingo* entre invités de prestige et Français enregistrés auprès du consulat. « Il existe déjà deux réceptions à Pékin, détaille-t-il. Il y a celle du midi à la résidence de l'ambassadeur qui rassemble de 200 à 300 invités triés sur le volet venus du corps diplomatique, de la communauté française ainsi que des officiels chinois. Et le soir, c'est celle pour le "peuple"¹. » Un peuple risquant de passer au tamis d'une très subjective « représentativité » pour accéder à la fête nationale – même si dans sa réponse, le ministre des Affaires étrangères précise qu'« il n'y a donc jamais été question de ne plus inviter la communauté française aux réceptions du 14 juillet² ».

Car les caisses demeurent désespérément vides. C'est d'ailleurs ce que le ministère répète à Francis Nizet en septembre 2008, alors que ce dernier, obstiné, l'interpelle de nouveau au sujet de la limitation des invitations lors d'une session de l'Assemblée des Français de l'étranger³. La « contrainte » budgétaire est agitée et chiffrée. Le rédacteur en charge de la réponse précise à l'Élu UMP que les frais de représentation des ambassadeurs ont globalement baissé de 6 %.

1. Propos recueillis par l'auteur.

2. Lettre de Bernard Kouchner à Francis Nizet, le 26 mai 2008.

3. Assemblée des Français de l'étranger, synthèse des questions orales, séance plénière du 26 septembre 2008.

Introduction

Au sein de ces frais, l'enveloppe allouée à l'organisation du 14 juillet subit une coupe de 530 100 €. Et le Quai d'Orsay, minutieux, d'ajouter que les crédits dédiés au 14 juillet 2008 « pour l'ensemble de nos ambassades », soit 1 301 700 €, représentent 12,5 % de la totalité des frais mis à disposition des ambassadeurs. De cette mêlée de sommes et de pourcentages, il ressort donc que si les ambassadeurs restent modérément « accablés » par une baisse de 6 % de leur enveloppe de frais, à l'intérieur de cette dernière, les fonds destinés à la fête nationale ont « trinqué ». Sans modération, puisque en baisse de 530 100 €, soit près de... 30 %!

Pas vraiment surprenant dès lors que le ministère demande à ses chefs de poste « de faire davantage encore appel aux contributions de mécénat et aux financements innovants pour le 14 juillet ». Sous le verbiage administratif, il s'agit ni plus, ni moins, d'un appel aux entreprises pour financer la réception. L'art et la manière, en bref, de transformer la fête nationale en opération sponsorisée! Grandes, moyennes et petites entreprises sont en effet priées de mettre la main au portefeuille ou d'apporter une contribution en nature, en particulier dans le domaine de la restauration. La fête nationale vire-t-elle au barnum publicitaire? La liste des parrains accompagne le carton d'invitation. En 2008, au Vietnam, on a par exemple vu « la fête citoyenne » se tenir grâce au soutien de Total, Alstom, Axa, Orange, la Société générale, Schneider Electric, EADS et l'Apave. Sans oublier « la participation » du champagne Moët & Chandon, du cognac Hennessy, des boissons anisées Ricard, de la charcuterie Le Cochon d'or, de la chaîne de supermarchés Big C... ou encore, pour ceux qui auraient abusé, le centre médical SOS International. Les esprits chagrins auront aussi relevé la présence parmi les sponsors du logo de... Coca-Cola (voir les annexes), vilain coup porté à l'esprit cocardier! La fête nationale française parrainée par la boisson gazeuse emblématique des États-Unis...

La cuvée 2010 de la réception du 14 juillet ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices. Relancé par un conseiller de l'Assemblée des Français de l'étranger, Jean-Marie Langlet, de la circonscription de Berlin, le ministère se réfugie prudemment derrière les régulations budgétaires et compte sur l'imagination des ambassadeurs et diplomates¹. Il faudra trouver l'argent ailleurs, à l'extérieur : « Des dispositions nouvelles entreront par ailleurs en vigueur cette année pour faciliter le cofinancement de ces réceptions. »

À Pékin, Francis Nizet s'interroge toujours sur l'approche « locale » pour l'organisation de la fête du 14 juillet. Lui qui suit avec attention la préparation des festivités a noté que l'enveloppe mise à disposition de l'ambassade par le ministère se monte « au moins à 20 000 €² ». Et qu'elle est presque entièrement consommée par « la réception d'influence organisée à midi, abondamment garnie, ne laissant rien à la fête organisée le soir par des bénévoles ». Des miettes pour les masses laborieuses...

Une France omniprésente

Hervé Bolot ; Philippe Zeller : deux ambassadeurs parmi... tant d'autres ! Ils étaient plus de 180 à se presser du 26 au 28 août 2009 à la XVII^e Conférence des ambassadeurs, instituée en 1993 par un Alain Juppé ministre des Affaires étrangères de François Mitterrand, lors de la seconde cohabitation³. Ce séminaire, ouvert

-
1. Assemblée des Français de l'étranger, synthèse des questions orales, séance plénière du 5 mars 2010.
 2. Propos recueillis par l'auteur.
 3. En créant cette rencontre annuelle, Alain Juppé avait suivi la recommandation formulée dans son rapport par la mission de réflexion sur le rôle et le fonctionnement du ministère des Affaires étrangères, présidée par Jean Picq, aujourd'hui président de chambre à la Cour des comptes.

Table des matières

	• Mais où est donc passé le vase de Sèvres ?	302
	• De la « schnouf » dans les bagages du premier secrétaire	307
XII	Des visites officielles et touristiques	311
	• Et vogue la jonque... ..	313
	• Le barnum des visites présidentielles	315
	• Une star nommée <i>French doctor</i>	322
	• L'express du Président	324
	• Sous les roquettes	327
XIII	Pédophilie, connaît pas	331
	• « C'était facile d'avoir des enfants. »	335
	• Le consul et les orphelins	338
	Conclusion	343
	Annexes	349
	• Cartographie des ambassades, consulats généraux et représentations	351
	• Liste des ambassades par catégorie.....	355
	• Organigramme d'une ambassade « à missions élargies » – Brésil	358
	• Organigramme d'une ambassade « à missions prioritaires » – Vietnam	359
	• Organigramme d'une ambassade « de présence diplomatique » – Bahreïn	360
	• Barème des indemnités de résidence des ambassadeurs	361
	• Extraits du télégramme diplomatique envoyé par l'ambassadeur Le Lidec à son départ de Madagascar (5 août 2008).....	363
	• Les « sponsors » de la réception du 14 juillet	364

Les diplomates

Index des noms de personnes citées	365
Index des pays et villes cités	373
Table des sigles utilisés	379
Bibliographie	383
Remerciements.....	389